

Syrie : Nouvelles tendances post État islamique

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

L'État islamique a été pratiquement mis hors d'état de nuire. Comment les puissances qui sont intervenues en Syrie comptent-elles y défendre leurs intérêts ?

Un ménage à trois formé par la Russie, la Turquie et l'Iran a essayé d'organiser, mais sans succès, une conférence des factions syriennes en parallèle à celle qui se tient à Genève sous les auspices des Nations-Unies. Pourtant les intérêts de ces pays sont très différents.

La Russie a obtenu des bases militaires sur le port syrien, a annoncé la victoire et un retrait partiel de Syrie.

La Turquie d'Erdogan est hantée par la possibilité d'une force kurde organisée à sa frontière. Erdogan est farouchement opposé au dictateur syrien Assad alors que l'Iran soutient ce dernier financièrement et militairement.

L'Iran a orchestré l'intervention de dizaines de milliers de combattants chiites pour soutenir le président Assad et fait intervenir le Hezbollah à la frontière Nord-est d'Israël ce qui augmente la tension et les risques d'escalade.

Le président syrien Assad continue ses bombardements à l'Est de Guta et dans la région d'Idlib - tout en faisant peu de cas des populations civiles - en dépit des ententes d'Astana et de Sochi sur les zones de désescalade. La Turquie a protesté contre ces attaques dans la zone d'Idlib que son armée contrôle.

Les forces d'opposition syriennes ne font nulle confiance au président Assad. Même les réfugiés syriens du Liban hésitent à revenir par peur du régime dictatorial syrien ou d'accusations de désertion.

Les États-Unis sont intervenus pour mettre fin à l'État islamique. Ils ont développé une collaboration militaire étroite avec les Kurdes de Syrie et d'Irak et ne tiennent pas - pas plus que les puissances européennes d'ailleurs - à ce que l'Iran occupe un couloir qui relie l'Iran au Liban.

Quelques développements récents montrent que la situation évolue dans de nouvelles directions.

La base russe de Khmeimim à Lattaquié en Syrie a été attaquée par une vingtaine de drones armés particulièrement sophistiqués qui ont causé des dommages. L'attaque provenant de la région d'Idlib contrôlée par la Turquie, la Russie a accusé tour à tour la Turquie, les Américains puis les Ukrainiens. Il est probable que ceux qui voulaient faire cesser les bombardements d'Idlib dont les forces d'opposition syriennes soient derrière cette attaque.

L'Iran qui ne peut payer régulièrement ses fonctionnaires a augmenté son budget militaire de 12% et investit des milliards pour maintenir son influence dans le Croissant fertile et au Yémen. De son côté, Israël a attaqué les entrepôts d'armements iraniens près de Damas.

Dans le plus grand secret (et avec l'appui de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Arabie et de la Jordanie), les États-Unis ont préparé un plan visant à former une armée de 30 000 hommes composée de membres des Forces démocratiques syriennes et de forces kurdes. Cette annonce faite le 14 janvier a suscité une réaction le soir même de la part du président turc Erdogan demandant aux forces US « de replier leur drapeau en Syrie si (les États-Unis) ne veulent pas (que des troupes turques) les replient et les renvoient. » La Turquie considère la possibilité d'une attaque de la ville d'Afrin qui est sous le contrôle des forces kurdes du PYD.

Le contentieux entre la Turquie d'Erdogan et les États-Unis prend une plus grande ampleur : Erdogan fulmine contre les États-Unis qu'il accuse d'abriter le prédicateur Fethullah Gülen; les révélations du banquier Zarrab en procès aux États-Unis relativement au contournement de l'embargo contre l'Iran par des officiels turcs l'embarrassent; l'achat de batteries anti aériennes russes S-400 qui ne peuvent coexister harmonieusement avec l'OTAN dont la Turquie fait partie élargissent le fossé qui sépare la Turquie de l'Occident. Il faut ajouter à cela la rhétorique anti occidentale et les théories du complot qui obsèdent les médias turcs (l'Institut *Freedom House* a classé la Turquie comme pays non libre).

Dans l'ouvrage *Fire and Fury* qui traite des frasques de Trump à la Maison-Blanche, le journaliste Michael Wolff écrit : « La vision politique de Trump en matière d'affaires étrangères se résume à trois choses : les puissances avec lesquelles il est possible de travailler, celles avec lesquelles on ne peut travailler et celles que l'on peut ignorer ou sacrifier. » Il semble qu'aux yeux de Trump, la Turquie glisse de plus en plus vers cette dernière catégorie.